Aux considérations qu'ils ont indiquées plus haut, les plénipotentiaires ont cru en devoir ajouter de non moins décisives, puisées dans la conviction où ils sont tous que le succès de leur démarche exercerait la plus favorable influence sur les moyens d'arriver aux combinaisons les plus propres à assurer les intérêts de S. M. le roi des Pays-Bas, dans l'œuvre de paix qui occupe la conférence de Londres.

C'est donc au nom de ces intérêts mêmes, c'est dans l'amitié que leurs souverains portent au rois des Pays-Bas, que les plénipotentiaires ont résolu d'engager instamment Sa Majesté, par l'organe des ambassadeurs et ministres des cinq cours, accrédités auprès de celle de La Haye, à remplir le plus tôt possible des vœux dont ils se hâtent de lui réitérer la formelle expression.

Il a été convenu que le présent protocole serait transmis aux ambassadeurs et ministres des cinq cours à La Haye, moyennant la lettre ci-jointe [A] (a).

WESSENBURG.
TALLEYRAND.
PALMERSTON.
BULOW.
LIEVEN. MATUSZEWIC.

(A)

ANNEXE A, AU N^o 145.*Navigation de l'Escaut.*

Lettre du 27 décembre 1850, adressée par la conférence de Londres aux ambassadeurs, ministres et chargés d'affaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, près S. M. le roi des Pays-Bas.

MESSIEURS,

Nous avons l'honneur de transmettre à Vos Excellences le protocole ci-joint que nous venons de signer, à l'effet de vous confier une démarche auprès du gouvernement de S. M. le roi des Pays-Bas, démarche qui aurait pour but d'engager Sa Majesté à faire cesser les mesures de précaution qui entravent jusqu'à présent la navigation de l'Escaut.

Nous prions Vos Excellences de porter notre protocole à la connaissance de M. le baron de Verstolk, et d'employer tous vos soins à obtenir de la cour de La Haye, le plus promptement possible, une décision conforme à nos désirs.

La conférence de Londres a pesé toutes les ob-

(a) *Papers relative to the affairs of Belgium*, A. 1^{re} partie, page 20.

servations qui lui ont été faites à ce sujet, mais elle ne peut que persister dans ses opinions, et demander au gouvernement du roi de vouloir bien les prendre en considération (b).

Agrérez, etc.

WESSENBURG.
TALLEYRAND.
PALMERSTON.
BULOW.
LIEVEN. MATUSZEWIC.

N^o 145 bis.*Fermeture des écluses de la Flandre des États.*

Note verbale du 8 décembre 1850, adressée par le gouvernement belge à MM. CARTWRIGHT et BRESSON.

Le gouvernement de la Belgique reçoit de M. le gouverneur militaire des deux Flandres une dépêche relative aux mesures funestes prises par les Hollandais, qui se permettent une nouvelle infraction à la suspension d'armes, en fermant les écluses de la ci-devant *Flandre des États*, par lesquelles s'écoulaient vers la mer les eaux de la Flandre occidentale. Ils ajoutent ainsi une calamité de plus à celles qu'ils font peser depuis si longtemps sur la Belgique; et, sans aucun résultat pour leur cause à jamais perdue, ils essayent de jeter un grand nombre de familles belges dans la plus grande misère, en préparant une inondation partielle de la Flandre, au moment où les eaux pluviales, devenues abondantes, peuvent s'accumuler à l'excès.

Accoutumée à des actes inhumains de la part de ses ennemis, la Belgique ne voit dans cet effort d'une lâche vengeance, que la suite de l'ancien système suivi envers elle par les Hollandais à l'époque où ils étaient réellement souverains de la *Flandre hollandaise*. Ils s'étaient conduits souvent de même avant que cette partie de leur territoire fût cédée par eux, en 1795, à la France, qui réunit la Flandre hollandaise aux départements de l'Escaut et de la Lys. Tous les traités entre les États-Généraux et les divers gouvernements qui possédèrent la Flandre dite *autrichienne*, avaient stipulé des conventions spéciales et expresses pour l'écoulement des eaux. Le traité de Fontainebleau, du 8 novembre 1785, rappela ces diverses dispositions, presque

(b) *Papers relative to the affairs of Belgium*, A. 1^{re} partie, page 20.

toujours violées : on voit par l'article 16 que les États-Généraux furent obligés de payer cinq cent mille florins de Hollande pour réparer les dégâts qu'ils avaient commis en peu de temps au moyen des écluses.

C'est sans doute afin de pouvoir causer encore de pareils désastres, que le gouvernement hollandais insiste aujourd'hui pour faire considérer la Flandre des États comme un des pays qui entrent dans la limite fixée par les conditions de la suspension d'armes. En effet, maîtres de la rive gauche de l'Escaut, ils le seraient aussi de toutes les écluses dont la possession nous est indispensable pour le port de Gand, et ils inonderaient à volonté notre territoire, soit en ouvrant nos écluses, soit en les tenant fermées.

Quoi qu'il en soit, le procédé qui est l'objet des justes plaintes de M. le gouverneur militaire des Flandres, paraîtra, sans aucun doute, une hostilité flagrante et une violation manifeste de la suspension d'armes. Le gouvernement belge croit devoir le considérer sous ce rapport, en portant cet acte à la connaissance de lord Ponsonby et de M. Bresson.

(A. C.)

N° 144.

Mémoire sur la situation politique du grand-duché de Luxembourg, communiqué par le comité diplomatique dans la séance du 15 décembre 1850.

La province de Luxembourg faisait une partie intégrante de l'ancienne Belgique; elle n'a jamais eu, avant 1814, de relations particulières avec l'Allemagne.

Les traités de 1814 et de 1815, et les actes publics ou secrets qui les ont suivis, en ont compliqué la situation politique, mais sans lui ôter le caractère de province belge.

Les provinces méridionales des Pays-Bas, séparées de fait de l'empire français en 1814, ont été quelque temps dans un état provisoire, suite de l'occupation militaire. Le traité de Londres, de juin 1814, a créé le royaume des Pays-Bas, en ne faisant aucune réserve à l'égard de la province de Luxembourg, et en la comprenant sous la dénomination générale de Belgique. Le premier acte qui fait une mention spéciale de la province de Luxembourg, est la proclamation du 16 mars 1815 (*Journal officiel des Pays-Bas, 1815, 2^e série, n° 1*), par laquelle le prince d'Orange a pris le titre de roi, en déclarant qu'il avait résolu d'attendre la fin des

délibérations du congrès de Vienne, mais que, d'après les vœux des habitants des Pays-Bas, il veut se départir de sa résolution et constituer dès à présent le nouvel État. « Nous déclarons par ces présentes, dit-il, que tous les pays appartenant à la Belgique et à la Hollande forment le royaume des Pays-Bas, pour être possédés par nous et nos légitimes successeurs, d'après le droit de primogéniture, et que nous prenons pour nous-même, et pour les princes qui monteront après nous sur le trône, la dignité royale et le titre de roi, *en ajoutant tant pendant à ce dernier celui de duc de Luxembourg, à cause des relations que cette province est destinée à avoir avec l'Allemagne.* »

Ainsi, le royaume des Pays-Bas a été créé par le traité de Londres de juin 1814, et constitué par la proclamation du 16 mars 1815, et ces deux actes considèrent le pays de Luxembourg comme partie intégrante du royaume; si le titre de duc de Luxembourg a été ajouté à celui de roi des Pays-Bas, ce n'est pas que le Grand-Duché forme un État indépendant du royaume, mais parce que, quoique province des Pays-Bas, *il était destiné à avoir des relations particulières avec l'Allemagne.* A cette époque, ces relations n'existaient pas encore, et auraient pu ne jamais exister, sans rien changer aux parties constitutives du royaume. C'est dans des circonstances particulières, assez peu connues, qu'il faut en chercher l'origine et la cause.

Les puissances alliées n'étaient disposées à ratifier l'élévation de la maison d'Orange que moyennant un sacrifice, et sans détruire entièrement ses rapports avec l'Allemagne, dont elle est originaire. Elle avait conservé ou recouvré ses possessions héréditaires de Nassau-Dillenburg, Siegen, Hadamar et Dietz, qui lui donnaient rang parmi les dynasties de l'Allemagne et qui se transmettaient d'après un système particulier de succession. On exigea la cession de ces possessions à titre d'échange du pays de Luxembourg. Cette substitution, qui n'est qu'une fiction politique, devait avoir deux effets: 1° le roi des Pays-Bas restait prince allemand, du chef de la province de Luxembourg, qui était censée représenter les États de Nassau; 2° les droits de succession en vigueur dans les États de Nassau devenaient applicables à la province de Luxembourg. C'est dans ces vues qu'a été conclu le traité de Vienne, qui porte :

« Art. 67. La partie de l'ancien duché de Luxembourg, comprise dans les limites spécifiées ci-après, est également cédée au prince souverain des Provinces-Unies, aujourd'hui roi des Pays-Bas, pour être possédée à perpétuité par lui et ses successeurs, en toute propriété et souveraineté, et la faculté est réservée à S. M. de faire